

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MERCREDI 02 FÉVRIER 2011

WOENSDAG 02 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 04 sous la présidence de Mme Alexandra Colen.

01 Question de Mme Kattrin Jadin au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "le nouveau site www.prixdeouf.be" (n° 2134)

01.01 Kattrin Jadin (MR): Le site www.prixdeouf.be existe depuis quelques semaines et comptabilise entre 15 000 et 20 000 visites par jour. Il rappelle un peu le principe d'eBay mais ici, pour pouvoir jouer et enchérir, l'internaute doit acheter des crédits, soit en payant, soit en faisant la publicité du site sur des réseaux sociaux.

Ce site représente un danger pour le consommateur car l'achat de crédits n'est pas limité et peut provoquer une assuétude. Le fonctionnement ressemble plus à une loterie qu'à un réel site d'enchères.

Prenons un exemple simple: pour un objet de 100 euros, 10 000 crédits seront dépensés par les internautes, ce qui peut représenter un gain de 5 000 euros pour le site, qui ressemble donc à un casino en ligne.

Ce site est-il légal sur la toile?

01.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Sur le site www.prixdeouf.be, il est proposé au joueur d'introduire une enchère. Chaque enchère coûte des crédits pouvant être achetés, via des cartes de débit et de crédit. L'enchère est gagnée si le chronomètre, lancé lors de chaque nouvelle enchère (entre 10 et 120 secondes), arrive à zéro. Autrement dit, lorsque personne n'a lancé de nouvelle enchère.

Selon la Commission des jeux de hasard, cette activité entre dans la définition du jeu de hasard, étant donné que le joueur doit introduire un enjeu pour pouvoir enchérir, qu'il espère gagner un prix et que le hasard intervient dans le processus par l'événement permettant de gagner l'enchère. Elle entre dans la définition du hasard telle que donnée par les chercheurs de la KUL dans l'étude "Jeux de hasard" (définition juridique), vu que la réalisation de cet événement est indéterminée.

La loi prévoit que seuls les jeux internet couverts par une licence A+, B+ ou F1+ peuvent être exploités. Le site www.prixdeouf.be, n'étant couvert par aucune de ces licences, est illégal. L'utilisation de la carte de crédit pour les jeux de hasard est d'ailleurs prohibée.

Il n'existe aucun moyen pour le joueur de savoir si la relance de l'enchère a réellement été activée par un joueur réel ou s'il s'agit d'un mécanisme automatique programmé sur le site de l'exploitant. Dans ce dernier cas, il s'agirait d'une arnaque.

La Commission des jeux de hasard a dressé un procès-verbal.

01.03 Kattrin Jadin (MR): Je compte introduire une proposition de loi relative à l'information du consommateur. J'espère qu'il sera mis fin à ce type d'arnaque le plus rapidement possible dans l'intérêt des consommateurs.

L'incident est clos.

La discussion des questions est suspendue de 14 h 11 à 14 h 18.

Présidente: Sarah Smeyers.

02 Question de Mme Alexandra Colen au ministre de la Justice sur "un pédophile belge aux Pays-Bas" (n° 2169)

02.01 Alexandra Colen (VB): Mi-janvier, le pédophile et violeur en série Thierry de Bock a été appréhendé à Utrecht. Le bourgmestre d'Utrecht a déclaré que l'intéressé n'avait jamais été inquiété, hormis quelques amendes pour certaines infractions, parce qu'un mandat d'arrêt international n'a été délivré contre lui qu'en mai 2010. Il habitait à Utrecht depuis quatre ans. En 2006, il avait profité d'un congé pénitentiaire pour s'évader.

Pourquoi a-t-il fallu quatre ans avant qu'un mandat d'arrêt international soit délivré? Combien de condamnés ou d'internés belges se sont-ils évadés ou ne sont pas rentrés après un congé pénitentiaire? Combien d'entre eux sont-ils sous le coup d'un mandat d'arrêt international? Pourquoi cette procédure n'est-elle pas automatique? Dans combien de cas s'agit-il de violeurs en série, de pédophiles ou de meurtriers? Les autorités néerlandaises ont-elles déjà élevé une protestation pour négligence auprès de la justice belge?

02.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Si une personne internée ou détenue ne réintègre pas la prison, l'administration pénitentiaire doit en avertir immédiatement les parquets concernés et le chef de zone de la police. Les parquets doivent décider s'il convient de lancer un mandat d'arrêt international. Dans le cas qui nous intéresse, il y a manifestement eu un défaut de communication.

En 2010, 346 personnes condamnées et internées se sont évadées. D'après le Collège des procureurs généraux, les statistiques relatives au mandat d'arrêt européen ne permettent pas de savoir dans quels cas un mandat a été décerné après une évasion ou après la non-réintégration à l'issue d'un congé pénitentiaire. La collecte de ces chiffres serait une activité trop chronophage. Pour un mandat d'arrêt européen, le critère de base pris en compte en vertu d'une directive est celui d'une peine restant à subir minimum de deux ans, déduction faite de la peine qui a déjà été purgée. Il peut être dérogé à cette règle dans des circonstances exceptionnelles.

Même si, en cas d'internement en vertu du droit belge, le seuil minimum de quatre mois n'est pas explicitement exigé, il a néanmoins été donné suite aux demandes d'extradition à l'étranger en exécution de cette mesure. On essaie donc bien de poursuivre les intéressés.

En 2010, sur les 346 personnes qui ne sont pas rentrées, 26 avaient été condamnées pour des délits sexuels. Le nombre de violeurs en série faisant partie de ce groupe n'est pas connu.

Lors du dernier sommet européen, mon collègue néerlandais de la Justice a plaidé pour un meilleur échange d'informations, en particulier en cas de délits sexuels. Dans ce dossier spécifique, je n'ai encore reçu aucune protestation de mon homologue néerlandais. La question relative aux 1 140 condamnés en Belgique qui échappent aux recherches sera abordée au cours de la réunion plénière de demain.

95 % des prisonniers qui s'échappent sont repris. Par exemple, les évadés de la prison de Bruges ont tous

été arrêtés.

02.03 Alexandra Colen (VB): Lorsque Thierry de Bock n'est pas rentré à la prison, les autorités ont trop tardé à le signaler au niveau international. Le ministre peut-il me fournir des informations plus concrètes à ce sujet?

02.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Oui. On ne signale la fuite au niveau international que lorsque le condamné doit encore purger une peine de plus de deux ans. En ce qui concerne les internés, on ne peut jamais estimer le nombre d'années durant lesquelles ils devront encore être internés. Je veillerai à ce que l'on cherche une solution structurelle pour les internés qui disparaissent. Nous devons réfléchir sur la façon de les rechercher mais également déterminer à partir de quand et dans quels cas. Ce n'est pas simple.

02.05 Alexandra Colen (VB): La Belgique est un petit pays. Une personne qui s'échappe peut rapidement passer la frontière. Un signalement international a donc toute sa raison d'être.

Faut-il toujours passer par l'Europe? Ne peut-on pas aussi travailler transfrontalièrement? Je plaide pour une collaboration plus directe. Nos voisins doivent en premier lieu savoir qui vient s'installer chez eux.

02.06 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): L'approche européenne est réaliste. Chaque État membre dispose de son propre système mais la coopération et l'échange d'informations se déroulent dans la transparence. Les banques de données européennes pourraient être entièrement harmonisées à long terme mais à l'heure actuelle nous sommes encore loin de compte.

02.07 Alexandra Colen (VB): J'ai cru comprendre qu'au sein même du département de la Justice certaines données n'ont pas encore été numérisées et qu'elles doivent faire l'objet d'un traitement manuel lorsqu'elles sont demandées. Me serait-il encore possible d'obtenir ces données ou dois-je poser une question écrite à cet effet?

02.08 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Le problème est lié au type de logiciel qui est utilisé et à la manière dont les données sont enregistrées. Je ne dispose que des chiffres globaux qui ne sont pas répartis par parquet. Il faudrait en effet que je les demande séparément.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Alexandra Colen au ministre de la Justice sur "des pratiques de sélection du sexe d'un embryon par un gynécologue anversoï" (n° 2405)

03.01 Alexandra Colen (VB): Un reportage diffusé récemment sur la chaîne néerlandaise EO a montré comment un couple de Néerlandais faisait procéder à une sélection du sexe de l'embryon dans un cabinet de gynécologie anversoï. En fonction du souhait du couple, seul le sperme porteur de chromosomes soit X soit Y est inséminé. La sélection du sexe d'un embryon est illégale aux Pays-Bas.

Qu'en est-il en Belgique? La justice belge interviendra-t-elle dans ce cas spécifique?

03.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): L'article 5 de la loi du 11 mai 2003 relative à la recherche sur les embryons in vitro interdit les traitements axés sur la sélection du sexe, à l'exception de la sélection permettant d'écarter les embryons atteints de maladies liées au sexe. Toute forme de sélection du sexe est interdite, dans la phase préconceptionnelle, par le biais de la sélection du sperme, comme dans la phase postconceptionnelle, par le biais de la sélection des embryons.

Un article publié en 2004 par la revue *Ethische Perspectieven* du *Centrum voor Biomedische Ethiek en Recht*, établit l'historique complet de cette législation. Il précise par ailleurs que la législation belge est conforme au contexte international.

Toute personne qui enfreint l'article de loi en question s'expose à une peine d'emprisonnement de 1 à 5 ans et une amende de 1 000 à 10 000 euros.

La loi prévoit également la création d'une Commission fédérale pour la recherche médicale et scientifique sur les embryons, chargée d'évaluer l'application de la loi et de formuler des recommandations. Cette commission ressortit à la compétence du SPF Santé publique.

Pour le reste, je laisse au parquet général d'Anvers le soin de poursuivre l'enquête dans ce dossier précis.

L'incident est clos.

04 Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "la collaboration entre la cellule commune, les communes bruxelloises et le parquet en matière de contrôle de l'obligation scolaire en Région bruxelloise" (n° 2244)

04.01 Olivier Maingain (MR): Pour organiser le contrôle de l'inscription scolaire en Région bruxelloise, la cellule commune associant les deux Communautés avait entamé en 2009 une collaboration avec les communes bruxelloises. La finalisation d'un protocole entre le parquet de Bruxelles et la cellule commune était prévue.

Dans cette hypothèse, selon la procédure envisagée, la cellule devait renvoyer les dossiers litigieux au parquet de Bruxelles (sur base d'un protocole d'accord entre les deux Communautés et le parquet). Mais lors du contrôle de l'obligation scolaire pour 2008-2009, aucun accord n'existait entre les Communautés et le parquet et ce dernier n'aurait pas donné suite aux dossiers transmis par la cellule commune.

Il semble que les communes bruxelloises n'aient toujours pas reçu ce protocole finalisé pour le contrôle de l'obligation scolaire 2009-2010, de sorte que ce contrôle n'a pu s'effectuer selon les modalités prévues.

Êtes-vous informé des carences dans ce dossier? Des protocoles d'accord sont-ils en voie d'être conclus entre les Communautés et le parquet de Bruxelles afin qu'un suivi judiciaire soit donné au contrôle de l'obligation scolaire?

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Le contrôle de l'obligation scolaire dans la Région bruxelloise est organisé par la cellule commune associant les Communautés.

À la suite des difficultés de traitement, en 2009, par le parquet de Bruxelles, des listes transmises par la cellule commune, la mise au point d'une méthode de travail claire et optimale fut évoquée.

À l'initiative de la cellule commune s'est tenue le 14 juin 2010 une réunion à laquelle participaient différents cabinets ministériels et associations, ainsi que le parquet de Bruxelles et l'administration des deux Communautés. L'absence du service d'aide à la jeunesse est cependant à déplorer. Cette rencontre a permis de recadrer les compétences de chaque acteur concerné et d'aboutir à un accord de principe entre les participants.

Toutefois, comme les informations dans les dossiers des jeunes non inscrits présentaient certaines lacunes, un travail devait encore être effectué. Il fut donc convenu que d'autres réunions finaliseraient cet accord. À ce jour, il ne semble cependant pas qu'une réunion ait été prévue.

Le parquet reste attentif aux problèmes des enfants en danger ou soustraits à leur obligation scolaire par les parents. Il en a fait une priorité. Des poursuites ont été engagées devant le tribunal de police dans certains cas, mais les premières responsabilités incombent aux services de la jeunesse qui doivent opérer le tri.

04.03 Olivier Maingain (MR): Je prends note de la tenue de cette première réunion. Si le service d'aide à la jeunesse de la Communauté française était absent, c'est déplorable. Je suppose que, le moment venu, on veillera à l'adéquation des procédures suivies par les communes, en concertation avec la cellule commune et le parquet.

L'incident est clos.

05 Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "l'arrêté royal précisant les réparations autres que les réparations locatives" (n° 2245)

05.01 Olivier Maingain (MR): Depuis l'entrée en vigueur de l'article 101 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses, les règles du Code civil qui prévoient que le bailleur est obligatoirement tenu de toutes les réparations autres que les réparations locatives sont devenues impératives. Il est donc important de bien déterminer, pour le bailleur comme pour le preneur, ce qui relève de chaque catégorie de réparations à effectuer. Or, l'article 1754 du Code civil apporte aux réparations locatives une définition largement dépassée. Le législateur a donc décidé qu'il était nécessaire de définir par arrêté royal quelles étaient les réparations autres que locatives.

Cet arrêté royal n'étant toujours pas publié, pourriez-vous me communiquer l'état d'avancement de sa préparation?

05.02 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Si la loi dont vous parlez précise que le Roi peut définir les réparations à charge du bailleur, il ne s'agit là que d'une faculté dont l'exercice n'est nullement requis pour l'application de cette nouvelle règle. La jurisprudence a d'ailleurs déjà précisé la portée des articles 1720, 1754 et 1755 du Code civil et la faculté réservée au Roi vise à pouvoir répondre aux éventuelles difficultés qui pourraient résulter de la transformation de ces articles en règles impératives. À ce jour, de telles difficultés ne sont pas apparues et l'adoption d'un arrêté royal n'est donc pas envisagée. Je suis toutefois attentivement cette problématique et prendrai les mesures nécessaires au cas où cela serait souhaitable.

05.03 Olivier Maingain (MR): Je reconnais qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un arrêté royal pour rendre exécutoires les nouvelles dispositions légales, mais la jurisprudence en la matière est controversée.

L'incident est clos.

06 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "la publication de la loi instaurant un article 46bis dans le Code judiciaire concernant l'indication de la faculté de former une voie de recours" (nr. 2225)

06.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Différents arrêts rendus par la Cour européenne des droits de l'homme rappellent à la Belgique que les justiciables doivent en tout temps être informés de manière complète de la possibilité de former opposition, d'interjeter appel ou de se pourvoir en cassation, de la manière dont ces recours doivent être introduits et des délais en vigueur. L'article 46bis du Code judiciaire a déjà été adopté le 7 avril 1995 dans cette optique. Quinze ans plus tard, cette loi n'a toujours pas été promulguée.

Comment expliquer ce retard et quand promulguera-t-on cette loi?

06.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): À l'époque, le Parlement avait autorisé le ministre de la Justice à reporter la publication de cette loi jusqu'à l'issue de l'enquête sur l'application de cet article 46bis. Cet article aurait, en effet, pu avoir des répercussions importantes sur la responsabilité des greffiers et des huissiers de justice. C'est la raison pour laquelle le ministre devait, dans un premier temps, rédiger un vademecum inventoriant les recours existant en droit civil, en droit commercial et en droit social. Un groupe de travail a planché sur la question et a suggéré au ministre, fin 1998, de prendre une nouvelle initiative législative pour modifier à nouveau l'article 46bis dont l'application dans la pratique semblait malaisée.

Le professeur de Leval a reçu pour mission d'élaborer une nouvelle réglementation relative à l'application de l'article 46bis en matière pénale. En effet, les décisions du juge d'instruction et des juridictions de jugement en matière d'instruction judiciaire ne sont, en principe, pas signifiées. C'est le prononcé qui marque le commencement du délai d'introduction des recours. L'actuel article 46bis n'offre aucune solution en matière pénale parce qu'il ne précise pas si, lors de son prononcé, le juge répressif doit également communiquer des informations sur le recours. On peut vraiment se demander si ceci peut relever de la compétence du juge et ce n'est pas le moindre problème.

Le nouvel avant-projet du professeur de Leval proposait de ne réserver cet article qu'aux procédures civiles. La situation juridique de celui qui a provoqué un dommage y est donc abordée différemment selon que la procédure se déroule devant une juridiction pénale ou civile. En vertu de l'avant-projet, la partie condamnée au civil par le juge répressif ne reçoit aucune information quant à la nature du recours, à la date ultime à laquelle il peut être formulé ou à la manière dont il peut être introduit.

Le justiciable condamné par le tribunal civil recevait bien l'information susmentionnée. Dans les deux types de procédure, il s'agit alors exclusivement de la relation entre les parties lors de la constitution de partie civile. Par conséquent, la distinction qui est opérée dans l'avant-projet est illégitime.

La situation de la personne condamnée au civil par le juge pénal est d'autant plus malaisée que les délais d'appel courent à partir du prononcé et non de la signification du jugement. De plus, ces délais sont nettement plus courts que les délais de la procédure civile. C'est une raison de plus pour offrir la même protection aux parties.

L'article 46*bis* et l'avant-projet tendant à modifier cet article ont donc révélé toute une série de problèmes. C'est ce qui explique les lenteurs et il serait difficile de résoudre ces problèmes en période d'affaires courantes. Le travail doit être refait depuis le début. Ce sera la tâche du prochain gouvernement.

06.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Rien n'a donc été fait pendant dix ans. Cette situation n'est pas sans risques. Lorsqu'une législation est adoptée mais qu'elle n'est pas exécutée, l'autorité publique est responsable de cette situation. Le justiciable qui oublie d'interjeter appel peut invoquer l'article adopté et l'absence de publication et de promulgation pour essayer d'obtenir un dédommagement. Espérons que le prochain ministre traitera ce dossier.

L'incident est clos.

07 Question de M. Karel Uyttersprot au ministre de la Justice sur "la coopération entre la police fédérale et l'INCC" (n° 2274)

07.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Il existe une série de laboratoires dans les arrondissements judiciaires pour effectuer des analyses élémentaires. Le juge d'instruction peut toutefois demander que l'analyse soit confiée à l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie (INCC). Cette même tâche peut également être déléguée à des laboratoires privés, des laboratoires universitaires par exemple.

Comment s'organise la coopération entre l'INCC et la police fédérale? Comment la répartition des analyses est-elle déterminée?

07.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Conformément à la loi sur la police intégrée, la police fédérale appuie la police locale sur l'ensemble du territoire. Toujours en vertu de la même loi, la police judiciaire est notamment chargée de la police technique et scientifique, sans préjudice des compétences de l'INCC. Cette loi accorde, dans certaines limites, la qualité d'officier de la police judiciaire aux consultants de la police technique et scientifique.

L'arrêté royal du 17 octobre 1991 sur la police technique et scientifique a été abrogé dans le cadre de la réforme de la police. Cet arrêté royal réglait également la fonction de l'INCC en tant que laboratoire central pour la police technique et scientifique. L'INCC devait prêter son concours scientifique et principalement formuler un avis sur les méthodes et techniques les plus appropriées.

L'arrêté royal a été abrogé à la suite de la réforme de la police, mais n'a jamais été remplacé. Les différents aspects de la police technique et scientifique ont certes été repris dans le projet d'arrêté royal entre-temps soumis au Collège des procureurs généraux pour avis. Sur le terrain, les relations entre la police technique et scientifique et l'INCC sont restées excellentes.

L'INCC fait un excellent travail. Il s'occupe de milliers de dossiers dans lesquels il est surtout chargé

d'analyser des indices de toutes natures.

La police fédérale ne peut pas transmettre de sa propre initiative des indices ou des objets au laboratoire. C'est au seul magistrat chargé du dossier qu'il appartient de décider à quel laboratoire il confie des indices ou des objets pour analyse. La police fédérale n'a pas connaissance du nombre d'indices ou d'objets transmis pour analyse à des laboratoires privés ou universitaires. Il est certainement nécessaire d'opérer une harmonisation entre l'INCC, les laboratoires privés et les laboratoires universitaires.

Le fonctionnement des laboratoires et les frais qu'ils engendrent constituent un aspect important dans les discussions sur les expertises et les frais judiciaires que devra mener le prochain gouvernement.

07.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Le ministre a-t-il une idée du délai dans lequel on peut attendre le nouvel arrêté royal? Sur quelle base le magistrat décide-t-il: le rapport qualité-prix ou l'expertise?

07.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Il n'y a pas de règles à proprement parler. La facture est présentée à la Justice à titre de frais judiciaires et la Justice la paie.

Une discussion porte actuellement sur le fait de savoir s'il ne serait pas judicieux de lancer un vaste appel d'offres portant sur l'attribution de toutes les recherches ADN à un seul labo – éventuellement même étranger. Il va de soi que le prix est un facteur important, mais la qualité l'est tout autant.

Le nombre d'analyses d'ADN connaît actuellement une augmentation phénoménale et dans des cas où cela n'a pas été fait, on a souvent considéré qu'il s'agissait d'une grave erreur.

07.05 Karel Uyttersprot (N-VA): Quand l'arrêté royal verra-t-il le jour?

07.06 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Il ne pourra en tout cas être promulgué en période d'affaires courantes. Si le Parlement en faisait une loi, ça pourrait aller plus vite. Quoiqu'il en soit, dans la situation actuelle, le Roi ne signera jamais un arrêté royal, sauf dans des circonstances tout à fait exceptionnelles.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "les problèmes de recrutement de personnel TIC par le SPF Justice" (n° 2296)

08.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Manifestement, le projet TI Chéops aurait besoin d'une centaine d'informaticiens supplémentaires.

Quels emplois sont actuellement vacants? Quels canaux emprunte-t-on pour rechercher des candidats? Quel budget a été réservé à cette fin? Combien de temps durera la procédure de sélection et quel rôle jouera le Selor? Est-il également prévu de mettre à contribution du personnel dans le cadre de gros contrats comme le récent contrat conclu avec IRIS? Si le SPF Justice s'avère incapable d'attirer ces informaticiens, recourra-t-on à l'externalisation?

08.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Le recrutement de bons techniciens TIC est un problème qui ne se pose pas uniquement à la Justice mais de manière générale dans les pouvoirs publics. La raison en est que les statuts habituels de la fonction publique ne sont pas compétitifs, ce qui implique que les informaticiens les plus talentueux n'optent pas pour un emploi à l'État mais pour un job dans le privé. Heureusement, il y a encore des exceptions à cette règle.

Un certain nombre de fonctions TIC sont vacantes, au niveau A, au niveau B et au niveau C, dans diverses spécialités. Actuellement, il est cependant impossible pour des raisons organisationnelles et budgétaires de recruter la centaine d'informaticiens dont nous avons besoin. En outre, il y a aujourd'hui une tendance lourde à la compression du nombre de fonctionnaires en général.

Le service d'encadrement TIC collabore avec le Selor et l'ASBL e-gov. Cette dernière est une filiale de Fedict qui peut mettre du personnel TIC à la disposition des services publics fédéraux par le biais d'un contrat de

services sur une base temporaire ou permanente. Il s'agit de personnel complémentaire qui est détaché auprès des services publics fédéraux par l'ASBL et donc pas de personnel effectif du SPF Justice. Un budget supplémentaire pour 20 équivalents temps plein a déjà été approuvé à cet effet en 2010 et 2011. En 2010, cinq équivalents temps plein seulement ont pu être recrutés et engagés. Les quinze autres font actuellement l'objet d'une enquête ou doivent encore être recrutés.

Nous examinons évidemment aussi les candidatures spontanées et consultons le VDAB et les services apparentés.

Il existe un nouveau débouché pour les fonctions subalternes du niveau helpdesk et calldesk. Il s'agit du recrutement de chômeuses ou de femmes rentrantes qui, grâce à une formation intensive dans les pratiques TIC de dix mois, dispensée par l'ASBL Interface3, peuvent trouver un emploi à Bruxelles. On a ainsi récemment pu recruter plusieurs candidats stagiaires de qualité. Cette formation offre également une chance aux femmes d'origine allochtone.

La durée moyenne d'une procédure de sélection organisée par le Selor s'élève à quelque trois mois et il faut compter six mois pour un concours de sélection.

Une procédure de sélection, même par le biais de l'administration électronique, dure tout de même trois à six mois. Seule une intervention structurelle et en profondeur permettra de résoudre fondamentalement le problème.

08.03 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Il n'y a donc aucun lien avec le contrat conclu avec IRIS?

08.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): C'est exact.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "la longue durée de la procédure d'engagement de magistrats" (n° 2458)

09.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Le Conseil supérieur de la Justice se plaint que la circulaire 154 entraîne un délai pouvant atteindre neuf mois avant qu'un emploi puisse être pourvu dans la magistrature.

Comment la circulaire 154 est-elle actuellement appliquée? Est-il possible d'accélérer la publication des offres d'emploi au *Moniteur belge*? Pourquoi la procédure de nomination doit-elle durer six mois?

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Dans le cadre des mesures générales d'économie qui ont été prises, il a été décidé de limiter les dépenses en matière de personnel en 2010 et 2011 en retardant légèrement le moment où les postes vacants sont pourvus. Cette pratique fait partie des dispositions contenues dans la circulaire 154. Chaque appel aux candidats est retardé de façon à ne pas pourvoir le poste vacant durant deux mois.

Pour ce qui regarde les fonctions vacantes qui se créent parce que celles et ceux qui les occupent atteignent la limite d'âge, nous veillons à ne pas les conférer le jour de la mise à la retraite des magistrats concernés mais deux mois plus tard. Il est aussi possible de planifier les vacances résultant du départ prématuré de magistrats à condition que les magistrats concernés introduisent à temps une demande d'admission à la retraite. Une fois que l'arrêté royal d'admission à la retraite a été signé par le Roi quatre mois avant la date du départ du magistrat, la vacance d'emploi peut être publiée. Mais dans ce cas-là aussi, on laisse s'écouler un délai de deux mois avant de conférer la place vacante. Quant aux vacances qui se créent à la suite de la nomination du magistrat concerné dans une autre fonction ou à la suite d'une promotion de ce magistrat, elles sont publiées deux mois après la signature de l'arrêté royal, après quoi la procédure est enclenchée.

La publication groupée bimestrielle des vacances a été assouplie en septembre 2010, assouplissement consistant à prévoir que dorénavant, les places vacantes seront de nouveau publiées chaque mois.

En matière de procédures de nomination, je vous renvoie à l'article 259 du Code judiciaire. Afin d'objectiver au maximum le déroulement de la procédure de recrutement, les candidats ont, après chaque étape, la

possibilité de faire connaître leurs observations au Conseil supérieur. Nous réduisons les délais chaque fois que nous le pouvons. Par exemple, le délai pour la dernière phase de la procédure a été ramené de 60 jours à quelques semaines. Il s'agit de la phase au cours de laquelle le ministre porte l'entière responsabilité finale. Je reconnais que ces procédures pourraient être modernisées et accélérées. Toutefois, il s'agit là d'un débat qu'il faudra mener, comme tant d'autres, dans le futur.

En outre, un autre problème se pose en raison du fait que certains mandats comme celui de juge de la jeunesse ou de juge d'instruction doivent être avalisés par le ministre, ce qui n'est pas possible en période d'affaires courantes. Il en résulte par exemple qu'il y a actuellement plus de cent 50 fonctions vacantes de juge consulaire que je ne puis conférer.

L'incident est clos.

10 Question de M. Ben Weyts au ministre de la Justice sur "l'enquête sur les causes de la catastrophe de Buizingen" (n° 2419)

10.01 Ben Weyts (N-VA): Un an après l'accident ferroviaire de Buizingen, les citoyens ignorent toujours quelles en étaient les causes réelles. Chaque jour, des trains effectuent le même trajet et passent par les mêmes signaux. D'après la SNCB et Infrabel, aucun franchissement de signal n'avait jamais été constaté à cet endroit dans le passé alors qu'après la tragédie, cela s'est reproduit plusieurs fois. À chaque fois, les conducteurs de trains ont indiqué qu'ils n'avaient pas eu de feu rouge. Le trafic ferroviaire a été interrompu puis les voies ont été rouvertes sans le moindre mot d'explication. La ministre Vervotte a répondu précédemment que l'hypothèse d'un courant errant était fort improbable.

Quel est l'état d'avancement de l'enquête? Quelles causes peuvent déjà être exclues actuellement? Les autorités judiciaires peuvent-elles faire une déclaration à propos de l'enquête?

10.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'instruction judiciaire n'est pas terminée. Avant de rédiger son rapport, le juge d'instruction attend les résultats de quelques tests effectués par le collège des experts. Les milieux judiciaires n'excluent aucune piste pour l'instant. L'instruction devrait se terminer dans les prochaines semaines et j'espère que ce calendrier sera respecté.

10.03 Ben Weyts (N-VA): Étant donné la remise en fonction des signaux concernés, je pensais qu'une série de pistes avaient déjà été exclues. Quelques éclaircissements pourraient tout de même être fournis me semble-t-il. Après l'explosion de gaz à Liège, la justice avait rapidement fourni des informations. Pourquoi n'est-ce pas possible dans ce dossier? Je ne comprends pas qu'il ne soit même pas possible d'exclure la moindre cause possible de l'accident. Cela permettrait de rassurer les usagers des chemins de fer.

10.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le juge d'instruction est maître de son dossier.

L'incident est clos.

11 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la vente par Facebook de données privées d'utilisateurs à d'autres entreprises" (n° 2284)

11.01 Peter Logghe (VB): Le réseau social Facebook a permis à des développeurs d'applications d'accéder à des données de ses utilisateurs sans leur demander l'autorisation au préalable. Il semblerait par ailleurs que des criminels puissent trouver le moyen d'accéder aux données d'utilisateurs de Facebook.

Le ministre est-il au courant de tels abus? A-t-il déjà reçu des plaintes à cet égard? Peut-on attendre une réaction des autorités compétentes? Quelles règles juridiques le réseau social Facebook enfreint-il? Les autorités vont-elles conseiller aux internautes d'effacer leurs données personnelles sur internet?

11.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): La vente de données des utilisateurs de Facebook aux entreprises privées relève du champ d'application de la loi de 1992 relative à la protection de la vie privée. La Commission de la protection de la vie privée n'a encore reçu aucune plainte. Il appartient à la Commission de la protection de la vie privée ou aux tribunaux de juger si certaines règles juridiques ont été enfreintes.

Aucune enquête n'est en cours, étant donné qu'aucune plainte n'a été déposée.

Le problème est connu et est actuellement examiné au niveau européen au sein d'un groupe de travail pour la protection des données. On s'y penche sur la question de savoir si la législation doit être adaptée dans les États membres, afin de mieux protéger les internautes.

L'incident est clos.

12 Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "les imprécisions relatives à la légalité de la politique de stationnement (locale)" (n° 2286)

12.01 Peter Logghe (VB): Bien des villes et communes se préoccupent depuis un certain temps déjà de la légalité ou de l'illégalité de la politique locale de stationnement. La politique locale de stationnement est souvent sous-traitée à une entreprise privée. La légalité des redevances de parking fait l'objet de doutes. À cela s'ajoute qu'un juge au tribunal de police a relaxé une personne parce que les caméras des gardiens de parking n'étaient pas étalonnées. Le professeur Michel Maus a quant à lui évoqué le caractère inconstitutionnel de la politique de stationnement. À ce jour, il n'y aurait toujours pas d'accord entre les autorités fédérales et les Régions.

Une initiative légale ne s'impose-t-elle pas pour mettre de l'ordre dans la politique de stationnement? Quelles initiatives le ministre compte-t-il prendre dans ce domaine? La position du professeur Maus est-elle exacte et, dans l'affirmative, quelle en est la conséquence juridique?

12.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'article 29 de la loi sur la police de la circulation routière stipule que les stationnements à durée limitée, les stationnements payants et les stationnements sur les emplacements réservés aux titulaires d'une carte de stationnement communale ne sont pas sanctionnés pénalement, sauf le stationnement alterné semi-mensuel, la limitation du stationnement de longue durée et la fraude avec le disque de stationnement. La législation et les procédures pénales ne sont dès lors pas d'application, aucun procès-verbal n'est établi ou transmis au ministère public et aucune poursuite n'est organisée devant les juridictions pénales. La force probante particulière accordée au constat dressé par des personnes compétentes a également disparu.

En matière de stationnement payant, l'article 27, 3°, du code de la route stipule qu'aux emplacements munis de parcomètres ou d'horodateurs, le stationnement est régi suivant les modalités et conditions mentionnées sur ces appareils. La loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur stipule que les communes peuvent établir des rétributions moyennant la promulgation de règlements complémentaires sur le stationnement payant. Conformément à la loi communale, les communes peuvent attribuer des concessions de services publics à des entreprises de stationnement privées ou signer des conventions de gestion avec des régies communales autonomes. La concession ou le contrat de gestion définit les règles qui régissent le constat matériel et le recouvrement des rétributions impayées.

Le recouvrement de rétributions de stationnement impayées s'effectue par la voie civile. La compétence du juge de paix s'étend aux créances allant jusqu'à 1 240 euros. Les constats peuvent être établis par des gardiens de parking, étayés, le cas échéant, par des photos qui peuvent si nécessaire être considérées comme une preuve apportée par des témoins ou comme des suspensions.

Dans son arrêt 59/2010 du 27 mai 2010, la Cour constitutionnelle a en outre jugé que la réglementation complémentaire sur la police de la circulation routière ne relève pas de la compétence du gouvernement fédéral. Les Régions devront donc prendre des initiatives pour préciser les règles à respecter par les règlements communaux sur les rétributions en matière de stationnement payant.

La conclusion d'un accord de coopération entre les niveaux fédéral et régional n'est pas à l'ordre du jour, vu la délimitation des compétences, telle qu'elle a été définie par la Cour constitutionnelle.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 15 h 44.

De vergadering wordt geopend om 14.04 uur en voorgezeten door mevrouw Alexandra Colen.

01 **Vraag van mevrouw Kattrin Jadin aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de nieuwe website www.prixdeouf.be" (nr. 2134)**

01.01 **Kattrin Jadin (MR):** Sinds enkele weken is er een nieuwe site online: www.prixdeouf.be. De site krijgt tussen de 15.000 en de 20.000 bezoekers per dag. Het systeem dat de site hanteert, lijkt een beetje op wat eBay doet, maar in dit geval moet de internetgebruiker credits aankopen vooraleer hij kan spelen en bieden. Voor die credits kan hij betalen, ofwel kan hij ervoor kiezen om in ruil op socialenetwerksites reclame te maken voor de site.

Deze site vormt een gevaar voor de consument, want er staat geen beperking op de aankoop van credits, en dat kan een verslavend effect hebben. Het systeem heeft meer weg van een loterij dan van een echte veilingssite.

Een eenvoudig voorbeeld: voor een voorwerp van 100 euro moeten de internetgebruikers 10.000 credits aankopen. Dat kan de site een winst van 5.000 euro opleveren. Dit lijkt dus sterk op een onlinecasino.

Is dit een legale website?

01.02 **Staatssecretaris Carl Devlies (Frans):** Op de website www.prixdeouf.be kunnen spelers bieden op producten. Elk bod kost credits, die middels een debet- of kredietkaart kunnen worden aangekocht. Telkens als er een nieuw bod wordt uitgebracht, begint de chronometer opnieuw te lopen (gaande van 10 tot 120 seconden). De bieder die het laatste bod heeft uitgebracht wanneer de chronometer op nul komt te staan, haalt het. Met andere woorden, als er in de tussentijd niemand anders een nieuw bod heeft uitgebracht.

Volgens de Kansspelcommissie valt die activiteit onder de omschrijving van een kansspel, aangezien de speler geld moet inzetten om te kunnen bieden, hij een prijs hoopt te winnen en het toeval een rol speelt in het proces doordat de winst afhankelijk is van een bepaalde gebeurtenis. Een en ander valt ook onder de omschrijving van 'toeval' die door de vorsers van de KUL wordt gegeven in de studie "Kansspel – De wettelijke definitie gewikt en gewogen", aangezien het niet zeker is of die gebeurtenis daadwerkelijk zal plaatsvinden.

De wet bepaalt dat alleen internetspelletjes waarvoor er een vergunning klasse A+, B+ of F1+ werd uitgereikt, toegelaten zijn. Aangezien de website www.leprixdeouf.be door geen van die vergunningen is gedekt, is hij illegaal. Het gebruik van kredietkaarten voor kansspelen is trouwens verboden.

De speler kan onmogelijk nagaan of de chronometer opnieuw is gestart doordat een andere, echte speler een nieuw bod heeft uitgebracht, of doordat er een automatisch mechanisme in werking is getreden dat door de beheerder van de website werd geprogrammeerd. In het laatste geval zou het over pure oplichterij gaan.

De Kansspelcommissie heeft proces-verbaal opgemaakt.

01.03 **Kattrin Jadin (MR):** Ik ben van plan een wetsvoorstel in te dienen met betrekking tot de consumentenvoorlichting. Ik hoop dat er in het belang van de consument zo snel mogelijk een einde zal worden gemaakt aan deze oplichterij.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen wordt geschorst van 14.11 uur tot 14.18 uur.

Voorzitter: Sarah Smeyers.

02 **Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de minister van Justitie over "een Belgische pedofiel in Nederland" (nr. 2169)**

02.01 Alexandra Colen (VB): Midden januari werd in Utrecht de Belgische pedofiel en serieverkrachter Thierry de Bock opgepakt. De Utrechtse burgemeester verklaarde dat betrokkene, ondanks boetes voor een aantal vergrijpen, nooit was opgepakt, omdat hij pas sinds mei 2010 internationaal werd gezocht. Hij woonde al vier jaar in Utrecht. Hij was in 2006 uit internering in België ontsnapt, na niet teruggekeerd te zijn uit verlof.

Waarom duurde het vier jaar voor een internationaal arrestatiebevel werd uitgevaardigd? Hoeveel Belgische veroordeelden of geïnterneerden zijn er die ontsnapt zijn of niet teruggekeerd zijn uit penitentiair verlof? Tegen hoeveel van hen werd een internationaal arrestatiebevel uitgevaardigd? Waarom gebeurt dit niet automatisch? In hoeveel gevallen gaat het om serieverkrachters, pedofielen of moordenaars? Hebben de Nederlandse autoriteiten al protest aangetekend bij de Belgische justitie wegens nalatigheid?

02.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Als een geïnterneerde of een gedetineerde niet terugkomt, moet de gevangenisadministratie de betrokken parketten en de zonechef van de politie hiervan meteen op de hoogte stellen. De parketten moeten beslissen of een internationaal arrestatiebevel wordt uitgevaardigd. In dit geval is er blijkbaar sprake geweest van een communicatieprobleem.

In 2010 ontsnapten 346 veroordeelden en geïnterneerden. Volgens het College van procureurs-generaal laten de statistieken over het Europees aanhoudingsmandaat niet toe om na te gaan in welke gevallen een mandaat werd uitgevaardigd na een ontsnapping of wanneer iemand niet terugkeerde uit penitentiair verlof. Het bijhouden van deze cijfers zou te veel tijd vergen. Voor een Europees aanhoudingsmandaat wordt op grond van een richtlijn als basiscriterium een minimumstrafrestant van twee jaar genomen, na aftrek van de straf die al werd uitgezeten. In uitzonderlijke omstandigheden kan daarvan worden afgeweken.

Hoewel er bij een internering naar Belgisch recht niet expliciet een minimumdrempel van vier maand is vereist, werden de overleveringsverzoeken aan het buitenland in uitvoering van die maatregel toch nagekomen. Men probeert de betrokkenen dus wel op te sporen.

In 2010 keerden 346 personen niet terug, waarvan er 26 werden veroordeeld voor seksuele delicten. Het aantal serieverkrachters in die groep is niet afzonderlijk te bepalen.

Op de Europese top van twee weken geleden heeft mijn Nederlandse collega voor Justitie gepleit voor een betere uitwisseling van de informatie, met name in het geval van seksuele delicten. In dit specifieke dossier heb ik nog geen enkel protest ontvangen van mijn Nederlandse collega. Op de plenaire vergadering van morgen zal overigens een vraag worden behandeld met betrekking tot de groep van 1.140 veroordeelde personen in België die niet meer kunnen worden opgespoord.

Van de uit gevangenen ontsnapte gevangenen is zeker 95 procent opnieuw opgepakt. De ontsnapte gevangenen uit Brugge zijn bijvoorbeeld allen opnieuw gepakt.

02.03 Alexandra Colen (VB): Thierry de Bock werd veel te laat internationaal geseind toen hij niet meer naar de gevangenis was teruggekeerd. Kan de minister mij hierover meer concrete informatie bezorgen?

02.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ja. Pas wanneer een veroordeelde nog meer dan twee jaar gevangenisstraf moet uitzitten, wordt hij internationaal geseind. Bij geïnterneerden kan men nooit inschatten hoeveel jaar zij nog geïnterneerd moeten worden. Ik zal de opdracht geven om een structurele oplossing te zoeken voor geïnterneerden die verdwijnen. We moeten nagaan hoe we ze moeten opsporen, vanaf wanneer en in welke gevallen. Dat is niet eenvoudig.

02.05 Alexandra Colen (VB): België is een klein land. Iemand die ontsnapt is snel de grens over. Internationaal seinen is dus zinvol. Is het nodig om altijd via Europa te werken?

Kunnen we ook niet grensoverschrijdend werken? Ik pleit voor een meer directe samenwerking. In de eerste plaats moeten onze buurlanden weten wie er zich bij hen komt vestigen.

02.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De Europese benadering is realistisch. Elke lidstaat heeft zijn eigen systeem, maar er wordt transparant samengewerkt en informatie wordt uitgewisseld. Op lange termijn kunnen de Europese databanken misschien volledig geharmoniseerd worden, maar dat is nu nog

veraf.

02.07 Alexandra Colen (VB): Ik heb begrepen dat er ook binnen Justitie zelf nog gegevens zijn die niet gedigitaliseerd zijn en die manueel moeten worden opgevraagd. Kan ik die gegevens alsnog krijgen of moet ik daarvoor een schriftelijke vraag stellen?

02.08 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Dat heeft met het type software te maken en met de manier waarop gegevens worden geregistreerd. Ik heb nu enkel de algemene cijfers en die zijn niet opgesplitst per parket. Die zou ik inderdaad elk afzonderlijk moeten opvragen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de minister van Justitie over "geslachtsselectie door een Antwerpse gynaecoloog" (nr. 2405)

03.01 Alexandra Colen (VB): In een recente reportage op de Nederlandse zender EO was te zien hoe Nederlanders in een Antwerpse gynaecologiepraktijk een geslachtsselectiebehandeling laten uitvoeren. Naargelang van de wens, wordt enkel het sperma met Y- of dat met X-chromosomen geïnsemineerd. Geslachtsselectie is illegaal in Nederland.

Hoe zit dat in België? Zal het Belgische gerecht optreden in deze specifieke zaak?

03.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Artikel 5 van de wet van 11 mei 2003 over het onderzoek op embryo's in vitro verbiedt behandelingen die gericht zijn op geslachtsselectie, met uitzondering van de selectie om geslachtsgebonden ziektes te voorkomen. Elke vorm van geslachtskeuze is verboden, zowel de preconceptionele via spermaselectie als de postconceptionele via de embryo's.

In een artikel in *Ethische Perspectieven* van 2004 van het Centrum voor Biomedische Ethiek en Recht, wordt een volledig overzicht gegeven van deze wetgeving. Daarin wordt ook gezegd dat de Belgische wetgeving in overeenstemming is met de internationale context.

Wie betrokken wetsartikel overtreedt, riskeert een gevangenisstraf van één tot vijf jaar en een geldboete van 1.000 tot 10.000 euro.

De wet voorziet ook in de oprichting van een Federale Commissie voor medisch wetenschappelijk onderzoek op embryo's. Zij moet de toepassing van de wet evalueren en aanbevelingen doen. Deze commissie valt onder de bevoegdheid van de FOD Volksgezondheid.

Voorts laat ik het aan het parket-generaal van Antwerpen om deze specifieke zaak verder te onderzoeken.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Olivier Maingain aan de minister van Justitie over "de samenwerking tussen de gemeenschappelijke cel, de Brusselse gemeenten en het parket inzake de controle op de leerplicht in het Brussels Gewest" (nr. 2244)

04.01 Olivier Maingain (MR): Om het toezicht op de inschrijving in onderwijsinrichtingen in het Brussels Gewest te organiseren heeft de gemeenschappelijke cel van de twee Gemeenschappen in 2009 een aanzet gegeven tot een samenwerking met de Brusselse gemeenten. Er zou een protocol tussen het parket te Brussel en de gemeenschappelijke cel worden gesloten.

In dat geval diende de cel volgens de voorgestelde procedure de betwiste dossiers te verzenden naar het parket te Brussel (krachtens een protocolakkoord tussen de twee Gemeenschappen en het parket). Tijdens de controle van de leerplicht voor het schooljaar 2008-2009 ontbrak er echter zo'n akkoord, en het parket zou geen gevolg hebben gegeven aan de dossiers die door de gemeenschappelijke cel werden overgezonden.

Naar verluidt zouden de Brusselse gemeenten dat definitief protocol met betrekking tot de controle van de leerplicht 2009-2010 nog steeds niet ontvangen hebben zodat deze controle niet op de voorgeschreven wijze kon worden uitgevoerd.

Is u op de hoogte van het feit dat er in dit dossier een en ander schort? Zullen er eerlang protocolakkoorden worden gesloten tussen de Gemeenschappen en het parket te Brussel zodat de controle van de leerplicht gerechtelijk zal worden opgevolgd?

04.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): De controle van de leerplicht in het Brussels Gewest wordt georganiseerd door de gemeenschappelijke cel van de twee Gemeenschappen.

Nadat de verwerking van de door de gemeenschappelijke cel overgezonden lijsten door het parket te Brussel in 2009 voor problemen had gezorgd, werd de mogelijkheid geopperd om een heldere en optimale werkwijze te ontwikkelen.

Op initiatief van de gemeenschappelijke cel werd er op 14 juni 2010 een vergadering gehouden waaraan naast afgevaardigden van verschillende ministeriële kabinetten en verenigingen ook vertegenwoordigers van het Brussels parket en de administratie van de beide Gemeenschappen deelnamen. Het is evenwel jammer dat er niemand van de Dienst Jeugdzorg aanwezig was. Dankzij deze bijeenkomst konden de bevoegdheden van elke betrokken partij in het juiste kader worden geplaatst en konden de aanwezigen een principeakkoord bereiken.

Er waren echter hiaten in de dossiers van de niet-ingeschreven jongeren. Daaraan moest dus nog worden gewerkt. Er werd derhalve overeengekomen dat het akkoord tijdens latere vergaderingen zou worden afgerond. Tot dusver is er kennelijk echter nog geen vergadering gepland.

Het parket blijft oog hebben voor de problemen van kinderen in problematische opvoedingssituaties of van kinderen die de leerplicht verzaken op aansturen van hun ouders. Het is een van de prioriteiten van het parket. In sommige gevallen werden dergelijke zaken voor de politierechtbank gebracht, maar de jeugddiensten moeten als eerste optreden en een eerste selectie doorvoeren.

04.03 **Olivier Maingain** (MR): Ik noteer dat er een eerste vergadering werd gehouden. Het is jammer dat de Dienst Jeugdzorg van de Franse Gemeenschap niet aanwezig was. Ik ga ervan uit dat er, als het eenmaal zover is, zal worden op toegezien dat de gemeenten de juiste procedures volgen, in samenwerking met de gemeenschappelijke cel en het parket.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Olivier Maingain aan de minister van Justitie over "het koninklijk besluit tot vaststelling van de andere herstellingen dan de huurherstellingen" (nr. 2245)**

05.01 **Olivier Maingain** (MR): Sinds de inwerkingtreding van artikel 101 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen zijn de regels van het Burgerlijk Wetboek die bepalen dat de verhuurder verplicht is tot alle herstellingen, andere dan de huurherstellingen van dwingend recht. Zowel voor de verhuurder als voor de huurder is het dus belangrijk duidelijk te bepalen tot welke categorie elke herstelling behoort. De omschrijving van de huurherstellingen die we terugvinden in artikel 1754 van het Burgerlijk Wetboek is echter compleet verouderd. Daarom besliste de werkgever dat bij koninklijk besluit moet worden verduidelijkt welke herstellingen als niet-huurdsherstellingen moeten worden aangemerkt. Dit KB werd echter nog steeds niet gepubliceerd. Wat is de stand van zaken?

05.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): De door u aangehaalde wet bepaalt dat de Koning de herstellingen die ten laste komen van de verhuurder nader kan omschrijven. Dit is echter niet meer dan een mogelijkheid, en geen vereiste voor de toepasbaarheid van de nieuwe regel. De rechtspraak heeft de draagwijdte van de artikelen 1720, 1754 en 1755 van het Burgerlijk Wetboek trouwens al verduidelijkt. Indien er bij de omzetting van die artikelen in dwingende maatregelen problemen zouden rijzen, kan gebruik worden gemaakt van een koninklijk besluit. Tot op heden was dat echter niet het geval en bleek het dus niet nodig een koninklijk besluit uit te vaardigen. Ik volg deze aangelegenheid echter nauwlettend op en zal, in voorkomend geval, de nodige maatregelen nemen.

05.03 Olivier Maingain (MR): Ik erken dat het niet nodig is een koninklijk besluit uit te vaardigen om de nieuwe wettelijke bepalingen uitvoerbaar te maken, maar de rechtspraak ter zake is omstreden.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Justitie over "de bekendmaking van de wet tot invoering van een artikel 46bis in het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de vermelding van de mogelijkheid om een rechtsmiddel aan te wenden" (n° 2225)

06.01 Servais Verherstraeten (CD&V): België werd er in verschillende arresten van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens op gewezen dat rechtzoekenden altijd en volledig moeten worden ingelicht over het bestaan van de mogelijkheid om tegen gerechtelijke beslissingen verzet, hoger beroep of cassatie aan te tekenen, over de wijze waarop dat moet gebeuren en over de geldende termijnen. Al op 7 april 1995 werd daarom artikel 46bis van het Gerechtelijk Wetboek goedgekeurd. Wij zijn ondertussen vijftien jaar verder en die wet is nog steeds niet afgekondigd.

Hoe is die vertraging te verklaren en wanneer wordt dit verholpen?

06.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het Parlement had destijds de minister van Justitie toegestaan de bekendmaking van deze wet uit te stellen tot na het onderzoek naar de wijze waarop dit artikel 46bis zou kunnen worden toegepast. Dit artikel zou immers belangrijke repercussies kunnen hebben op de aansprakelijkheid van griffiers en gerechtsdeurwaarders. Daarom zou de minister eerst een vademecum opstellen met het overzicht van de bestaande rechtsmiddelen in het burgerlijk recht, handelsrecht en sociaal recht. Er werd een werkgroep opgericht en eind 1998 suggereerde deze een nieuw wetgevend initiatief te nemen om artikel 46bis opnieuw te wijzigen omdat het artikel in de praktijk moeilijk te hanteren was.

Professor de Leval kreeg de opdracht een nieuwe regeling uit te werken omtrent de toepassing van artikel 46bis in strafzaken. De beslissingen van de onderzoeksrechter en de vonnisgerechten over de strafvordering worden immers in beginsel niet betekend. De uitspraak doet de termijn voor het instellen van een rechtsmiddel ingaan. Het huidige artikel 46bis biedt geen oplossing in strafzaken, want het is niet duidelijk of de strafrechter bij zijn uitspraak de informatie over het rechtsmiddel moet meegeven. Het is zeer de vraag of dit tot de bevoegdheid van een rechter kan behoren, en dat is nog maar een van de problemen.

Het nieuwe voorontwerp van professor de Leval bood als oplossing het artikel enkel voor de burgerlijke rechtspleging te reserveren. De rechtstoestand van diegene die schade heeft veroorzaakt werd dus anders benaderd al naargelang hij voor de strafrechter of de burgerlijke rechter werd gedaagd. Overeenkomstig het voorontwerp kreeg de door de strafrechter burgerlijk veroordeelde partij geen informatie over de aard van het rechtsmiddel, de datum van de laatste dag waarop het kan worden ingesteld en de wijze waarop het kan worden ingesteld.

Wie door de burgerlijke rechtbank was veroordeeld, kreeg voornoemde informatie wel. In beide types van procedures gaat het dan uitsluitend om de relatie tussen partijen bij de burgerlijke vordering. Het onderscheid dat door het voorontwerp werd gemaakt, is derhalve ongeoorloofd.

De toestand van de door de strafrechter burgerlijk veroordeelde is des te penibeler omdat de termijnen voor beroep ingaan bij de uitspraak en niet door de betekening van het vonnis. Bovendien zijn de termijnen heel wat korter dan de termijnen van de burgerlijke rechtspleging. Dat is een reden te meer om de partijen even goed te beschermen.

Artikel 46bis en het voorontwerp dat dit artikel wilde wijzigen brachten dus allerlei problemen aan het licht. Dat is de reden van de vertraging en die problemen kunnen ook moeilijk in een periode van lopende zaken worden opgelost. Het werk moet volledig worden overgedaan. Dit is voor de volgende regering.

06.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Er is dus tien jaar niets gebeurd. Dat is niet zonder risico. Wanneer

wetgeving is goedgekeurd, maar niet wordt uitgevoerd, is de overheid aansprakelijk. Een rechtsonderhorige die vergeet beroep aan te tekenen kan het goedgekeurde artikel en het uitblijven van bekendmaking en afkondiging ervan inroepen en trachten de schade die hij heeft geleden op de overheid te verhalen. Ik hoop dat de volgende minister de zaak aanpakt.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister van Justitie over "de samenwerking tussen de federale politie en het NICC" (nr. 2274)

07.01 Karel Uyttersprot (N-VA): De gerechtelijke arrondissementen beschikken over een aantal eigen labo's voor het verrichten van elementair onderzoek. De onderzoeksrechter kan echter de opdracht geven om onderzoek toe te vertrouwen aan het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC). Ook private labo's – bijvoorbeeld van universiteiten – kunnen die taak toegeschoven krijgen.

Hoe wordt de samenwerking tussen het NICC en de federale politie geregeld? Hoe wordt bepaald welke opdrachten naar welke labo's gaan?

07.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Volgens de wet op de geïntegreerde politie ondersteunt de federale politie de lokale politie op het gehele grondgebied. Volgens diezelfde wet is de gerechtelijke politie onder andere belast met de technische en wetenschappelijke politie, onverminderd de bevoegdheden van het NICC. Krachtens die wet hebben de consultants van de technische en wetenschappelijke politie een beperkte hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie gekregen.

In het kader van de politiehervorming werd het KB van 17 oktober 1991 over de technische en wetenschappelijke politie opgeheven. In dit KB werd ook de functie van het NICC als centraal laboratorium voor de technische en wetenschappelijke politie geregeld. Het NICC moest wetenschappelijk ondersteunen en vooral advies verlenen over welke methodes en technieken geschikt zijn.

Het KB werd door de politiehervorming opgeheven, maar het werd nog steeds niet vervangen. De verschillende aspecten van de technische en de wetenschappelijke politie werden wel hernomen in een ontwerp van KB dat ondertussen voor advies bij het College van procureurs-generaal ligt. In de praktijk heeft de technische en wetenschappelijke politie de goede relaties met het NICC behouden.

Het NICC levert goed werk. Het is actief in duizenden dossiers waarbij het vooral wordt ingezet om sporen te onderzoeken van allerlei aard.

De federale politie kan op eigen initiatief geen enkel spoor of voorwerp doorgeven aan het lab, alleen de magistraat belast met het dossier beslist naar welk lab hij sporen of voorwerpen stuurt voor een analyse. De federale politie heeft geen zicht op het aantal sporen of voorwerpen dat ter analyse wordt bezorgd aan private of universitaire laboratoria. Het is zeker nodig dat de private, de NICC en de academische laboratoria op elkaar worden afgestemd.

De werking van labo's en de kosten die daaraan verbonden zijn, is een belangrijk aspect in de discussies over expertises en gerechtskosten die de volgende regering zal moeten voeren.

07.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Heeft de minister een idee wanneer we het nieuwe KB kunnen verwachten? Op welke basis beslist de magistraat? Is dat prijs-kwaliteitverhouding of expertise?

07.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Vaste regels bestaan hier niet. De factuur komt als gerechtskosten bij Justitie terecht en Justitie betaalt ze.

Er woedt nu een discussie of het niet raadzaam is om alle DNA-onderzoeken via een grote offerteaanvraag in een enkel – eventueel zelfs buitenlands – labo te laten uitvoeren. De kostprijs is natuurlijk een belangrijke factor, maar de kwaliteit is dat ook.

Het aantal DNA-onderzoeken stijgt momenteel fenomenaal en in onderzoeken waarin men het niet heeft

gedaan, wordt dat vaak als een grote fout beschouwd.

07.05 Karel Uyttersprot (N-VA): Wanneer komt het KB er?

07.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): In de periode van lopende zaken komt het er niet van. Het Parlement kan er een wet van maken en dan kan het sneller gaan. De Koning zou in deze omstandigheden nooit een KB ondertekenen, tenzij in heel uitzonderlijke omstandigheden.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Kristien Van Vaerenbergh aan de minister van Justitie over "de problemen met het aanwerven van IT-personeel door de FOD Justitie" (nr. 2296)

08.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Blijkbaar kampt het IT-project Cheops met een tekort van een honderdtal informatici.

Welke vacatures staan momenteel open? Via welke kanalen wordt naar de ICT'ers gezocht? In welk budget werd hiervoor voorzien? Hoelang duurt de selectieprocedure en welke rol speelt Selor hierin? Wordt in grote contracten, zoals in het recente contract met IRIS, ook in de inzet van personeel voorzien? Indien de FOD Justitie de informatici niet zelf kan aantrekken, zal dan aan outsourcing worden gedaan?

08.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De aanwerving van goede ICT'ers is een probleem dat niet typisch is voor Justitie, maar voor de overheid in het algemeen. De gebruikelijke overheidsstatuten zijn immers niet concurrentieel, waardoor de beste talenten niet voor de overheid maar voor de privésector kiezen. Er zijn gelukkig nog uitzonderingen op die regel.

Er staat een aantal ICT-functies open, op niveau A, niveau B en niveau C, in diverse specialismen. Momenteel is het echter organisatorisch en budgettair onmogelijk om het honderdtal mensen, dat nodig is, aan te werven. Er is bovendien een beweging gaande van afbouw van het aantal ambtenaren in het algemeen.

De stafdienst ICT werkt met Selor en de vzw e-gov. Deze vzw is een dochter van Fedict die de federale overheidsdiensten ICT-personeel ter beschikking kan stellen via een dienstencontract op een tijdelijke of permanente basis. Het betreft bijkomend personeel dat door de vzw wordt gedetacheerd naar de federale overheidsdiensten, dus geen effectief personeel van de FOD Justitie. Hiervoor werd reeds een bijkomend budget van 20 voltijdequivalenten in 2010 en 2011 goedgekeurd. In 2010 werden slechts vijf voltijdequivalenten gevonden en aangeworven. De overige vijftien worden op dit ogenblik gescreend of gezocht.

Wij consulteren uiteraard ook spontane kandidaturen en kijken via de VDAB en aanverwante kanalen.

Er is een nieuw kanaal voor lagere functies op helpdesk- of calldesk-niveau. Het gaat om de aanwerving van werkloze of herintredende vrouwen die, dankzij een intensieve opleiding van tien maanden in ICT-praktijk door de vzw Interface3, in Brussel een job kunnen vinden. Dit heeft recent geleid tot een aantal goede kandidaat-stagiairs. Ook vrouwen van allochtone origine krijgen daar een kans.

De gemiddelde doorlooptijd van een selectieprocedure via Selor is ongeveer drie maanden, voor een vergelijkend examen zes maanden.

Ook een selectieprocedure via e-gov neemt nog altijd drie tot zes maanden in beslag. Enkel een diepgaande, structurele ingreep kan dit probleem fundamenteel oplossen.

08.03 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Het met IRIS afgesloten contract heeft er dus niets mee te maken?

08.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Dat klopt.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Kristien Van Vaerenbergh aan de minister van Justitie over "de lange duur van het aanwervingsproces bij magistraten" (nr. 2458)

09.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): De Hoge Raad voor de Justitie klaagt de gevolgen aan van de rondzendbrief 154, waardoor het tot negen maanden duurt vooraleer een vacature in de magistratuur wordt ingevuld.

Hoe wordt rondzendbrief 154 momenteel toegepast? Kan er sneller worden overgegaan tot een publicatie van de vacatures in het *Belgisch Staatsblad*? Waarom moet de benoemingsprocedure zes maanden duren?

09.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): In het kader van de algemene besparingen is beslist om de personeelsuitgaven in 2010 en 2011 te beperken door vacante ambten met een beperkte vertraging in te vullen. Dat is een onderdeel van de rondzendbrief 154. Iedere oproep tot kandidaten wordt zo uitgesteld dat de vacante plaats gedurende twee maanden niet wordt ingevuld.

Bij vacatures die ontstaan door het bereiken van de leeftijdsgrens, zorgen wij ervoor dat ze niet op de dag waarop de magistraat met pensioen gaat, worden ingevuld, maar twee maanden later. Vacatures door het vroegtijdig vertrek van een magistraat kunnen ook worden gepland als de magistraat tijdig een inruststellingsaanvraag indient. Als het KB van inruststelling vier maanden voor de vertrekdatum is getekend door de Koning, kan de vacature worden gepubliceerd. Ook hier wordt twee maanden gewacht met het opvullen van de plaats. Vacatures die vrijkomen door een benoeming in een ander ambt of promotie, worden twee maanden na de ondertekening van het KB gepubliceerd, waarna de procedure in gang wordt gezet.

De tweemaandelijks gegroepende publicatie van de vacatures is in september 2010 versoepeld zodat de vacante plaatsen weer elke maand bekend worden gemaakt.

Inzake de benoemingsprocedures verwijs ik naar artikel 259 van het Gerechtelijk Wetboek. Om het aanwervingsproces zo objectief mogelijk te laten verlopen, hebben de kandidaten na elke stap de mogelijkheid tot opmerkingen bij de Hoge Raad. Waar we kunnen, korten we de termijnen in. Zo is de termijn voor de laatste fase van de procedure ingekort van 60 dagen tot een paar weken. Dat is de fase waarin de minister de volledige eindverantwoordelijkheid heeft. Ik geef toe dat de procedures moderner en sneller kunnen. Dat is echter weer een debat voor de toekomst.

Daarnaast is er een bijkomend probleem doordat bepaalde mandaten, zoals dat van jeugdrechter of onderzoeksrechter, door de minister moeten worden goedgekeurd, iets wat in een periode van lopende zaken niet mogelijk is. Daardoor zijn er bijvoorbeeld al meer dan 150 vacatures van handelsrechter die ik niet kan invullen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Ben Weyts aan de minister van Justitie over "het onderzoek naar de oorzaken van de ramp in Buizingen" (nr. 2419)

10.01 Ben Weyts (N-VA): Een jaar na het treinongeluk in Buizingen weet de bevolking nog altijd niet wat de werkelijke oorzaken waren. Dagelijks rijden er treinen over hetzelfde traject met dezelfde seinen. Volgens de NMBS en Infrabel werden in het verleden nooit seinoverschrijdingen vastgesteld op die plaats, hoewel het na

de ramp meermaals is gebeurd. In alle gevallen verklaarden de treinbestuurders dat zij geen rood sein hadden gekregen. Het spoor werd gesloten en zonder uitleg opnieuw opengesteld. Minister Vervotte antwoordde eerder dat het denkspoor over de zwerfstroom zeer onwaarschijnlijk was.

Wat is de stand van zaken van het onderzoek? Welke oorzaken kunnen er nu al worden uitgesloten? Kan het gerecht een verklaring afleggen over het onderzoek?

10.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het gerechtelijk onderzoek is nog volop aan de gang. De onderzoeksrechter wacht op enkele testen van het college van deskundigen vooraleer hij een verslag zal opstellen. In gerechtelijke kringen wordt momenteel geen enkel denkspoor uitgesloten. Er wordt verwacht dat het onderzoek in de komende weken zal worden afgerond. Ik hoop dat die timing gehaald zal worden.

10.03 **Ben Weyts** (N-VA): Vermits de betrokken seinen opnieuw worden gebruikt, dacht ik dat er een aantal denksporen al uitgesloten waren. Er kunnen toch al een aantal verduidelijkingen gegeven worden. Na de gasramp in Luik heeft het gerecht wel snel gecommuniceerd. Waarom kan dat hier niet? Ik begrijp niet dat er zelfs geen mogelijke oorzaken kunnen worden uitgesloten. Dat zou de treinreizigers geruststellen.

10.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De onderzoeksrechter beheert zijn dossier.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "het feit dat Facebook privégegevens van gebruikers aan andere bedrijven verkoopt" (nr. 2284)**

11.01 **Peter Logghe** (VB): De socialenetwerksite Facebook heeft ontwikkelaars van applicaties toegang gegeven tot de gegevens van zijn gebruikers, zonder dat die daarvoor hun toestemming moeten geven. Ook criminelen zouden wel eens een manier kunnen vinden om de gegevens van Facebookgebruikers te kunnen inkijken.

Is de minister op de hoogte van deze inbreuk? Heeft hij daarover al klachten ontvangen? Zal de overheid iets ondernemen? Welke rechtsregels overtreedt Facebook? Zal de overheid internetgebruikers aanraden om persoonlijke gegevens van het internet te verwijderen?

11.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De verkoop van gegevens van gebruikers van Facebook aan privé-ondernemingen valt onder de toepassing van de wet van 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De Privacycommissie heeft nog geen klachten ontvangen. De Privacycommissie of de rechtbanken moeten oordelen of bepaalde rechtsregels overtreden worden. Vermits er geen klachten zijn, is er ook geen onderzoek aan de gang.

De problematiek is bekend en wordt momenteel op Europees niveau besproken in een werkgroep voor gegevensbescherming. Daar wordt bekeken of de wetgeving in de lidstaten moet worden aangepast om de internetgebruikers beter te beschermen.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Justitie over "de onduidelijkheid inzake de wettigheid van het (lokaal) parkeerbeleid" (nr. 2286)**

12.01 **Peter Logghe** (VB): De wettigheid of onwettigheid van het lokale parkeerbeleid houdt veel steden en gemeenten al een tijdje bezig. Het lokaal parkeerbeleid wordt dikwijls aan een privébedrijf uitbesteed. Er is twijfel over de wettigheid van parkeerretributies. Bovendien sprak een politierechter iemand vrij omdat de camera's van de parkeerwachters niet geijkt waren. Professor Michel Maus had het dan weer over de ongrondwettelijkheid van het parkeerbeleid. Er zou immers nog steeds geen overeenkomst zijn afgesloten tussen de federale overheid en de Gewesten.

Dringt zich geen wettelijk initiatief op om het lokale parkeerbeleid in goede banen te leiden? Welke initiatieven wil de minister nemen op dat vlak? Klopt de stelling van professor Maus en zo ja, wat is het juridische gevolg ervan?

12.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Artikel 29 van de wegverkeerswet bepaalt dat het parkeren met beperkte parkeertijd, betalend parkeren en parkeren op plaatsen voorbehouden aan houders van een gemeentelijke parkeerkaart niet strafrechtelijk worden benaderd, behoudens het halfmaandelijks beurtelings parkeren, een beperking van het langdurig parkeren en bedrog met de parkeerschijf. De strafwetgeving en de strafrechtelijke procedures zijn dus niet van toepassing. Er wordt dus geen pv opgesteld of overgemaakt aan het openbaar ministerie en er wordt ook niet vervolgd voor de strafrechtbank. Er is ook geen sprake meer van de bijzondere bewijskracht die aan de vaststelling van bevoegde personen wordt gegeven.

Artikel 27, 3°, van de wegcode bepaalt met betrekking tot het betalend parkeren dat op plaatsen met parkeermeters of parkeerautomaten het parkeren geschiedt volgens de wijze en de voorwaarden die ter plaatse ter kennis van de betrokkene worden gebracht. De wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren, bepaalt dat de gemeenten retributies kunnen heffen wanneer zij aanvullende reglementen betreffende het betalend parkeren uitvaardigen. Krachtens de gemeentewet kunnen de gemeenten concessies van openbare dienst toestaan aan private parkeerbedrijven of beheersovereenkomsten met autonome gemeentebedrijven afsluiten. De regels betreffende de materiële vaststelling en de invordering van de niet-betaalde parkeerretributies worden vastgesteld in de concessie of beheersovereenkomst.

De invordering van niet-betaalde parkeerretributies gebeurt langs burgerlijke weg. De vrederechter is bevoegd om kennis te nemen van vorderingen tot 1.240 euro. De vaststellingen kunnen worden gedaan door parkeerwachters, desgevallend ondersteund door foto's, die desgevallend kunnen beschouwd worden als een bewijs door getuigen of vermoedens.

In zijn arrest 59/2010 van 27 mei 2010 heeft het Grondwettelijk Hof daarenboven geoordeeld dat de aanvullende reglementering betreffende de politie over het wegverkeer niet behoort tot de bevoegdheid van de federale overheid. De Gewesten zullen dus moeten optreden om nadere regels te bepalen waaraan de gemeentelijke retributiereglementen inzake het betalend parkeren moeten voldoen.

Een samenwerkingsovereenkomst tussen het federale en gewestelijke niveau is niet aan de orde, gelet op de bevoegdheidsafbakening, zoals zij is vastgesteld door het Grondwettelijk Hof.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.44 uur.